Printemps arabe et nouvel ordre géopolitique au Maghreb

*Smail Kouttroub**

La dynamique révolutionnaire qui s'est emparée du Monde arabe n'en finit pas de surprendre tant par son ampleur que par sa portée. En effet, ces révolutions arabes, a-idéologique en apparence, menées au départ par de puissants mouvements sociaux pacifiques et disposant d'une grande maîtrise des flux de communication, continuent de nous interpeler. A l'intérieur des sociétés arabes, cette dynamique met à l'épreuve la légitimité des régimes en place et bouscule la passivité et l'attentisme de l'ensemble de la classe politique. Dans une région qui concentre des intérêts stratégiques de première importance, les grandes puissances suivent de près les mutations qui s'accroissent. Surpris par l'ampleur et la célérité des événements, les grands de ce monde semblent avoir fait preuve d'une faible capacité d'anticipation dans une région, supposée vitale pour leurs intérêts. Au tout début des révoltes, les hésitations des Américains, la passivité des Français, les réticences et l'attentisme des Russes et des Chinois ont semé le doute sur leur capacité à façonner l'ordre régional. Aussi, la gestion et l'accompagnement de ce Printemps arabe ont mis à rude épreuve les diplomaties des grandes capitales. Aujourd'hui, les déterminants historiques, les représentations, les profils stratégiques et les intérêts économiques conditionnent largement les attitudes des grandes puissances dans la région maghrébine. Quelles implications auront ces mutations sur les relations du Maghreb avec ses partenaires ? Plus que jamais, les puissances se trouvent dans l'obligation de prendre en considération un rapport de force régional entièrement nouveau. Les développements intervenus ces derniers temps ont contribué à modifier la perception qu'ont les puissances du Maghreb et du Monde Arabe. Pour d'évidentes raisons géopolitiques, l'ensemble des acteurs régionaux et extra-régionaux s'intéressent de près aux dynamiques en cours. Les révoltes auxquelles nous assistons constituent-elles un moment de rupture ?

Dans la période post-révolutionnaire, les nouvelles recompositions géopolitiques suscitent beaucoup d'inquiétudes en Occident et ailleurs. Sur fond de reflux des grandes puissances, on assiste à une redistribution des cartes dans l'une des régions les plus convoitées au monde. L'émergence de nouveaux acteurs régionaux et la volonté, partout exprimée, de refonder les rapports entre le Maghreb et ses partenaires traditionnels relancent toutes les interrogations sur l'ordre géopolitique en gestation. En panne de projet pour le Maghreb, l'Occident surpris par les vagues de contestation, hésite entre engagement ferme en faveur de la transition et accompagnement prudent des changements en

* Professeur à l'Institut universitaire de la recherche scientifique, université Mohammed V-Souissi, Rabat.

cours. Les bouleversements induits par les vagues révolutionnaires mettent à l'épreuve les alliances traditionnelles. L'instabilité politique, l'anarchie post-révolutionnaire et la crise sahéenne basculent les anciens équilibres stratégiques et élargissent la zone d'instabilité. Tout le monde est en train de revoir ses calculs. Dans un contexte marqué par le reflux des puissances traditionnelles, l'émergence d'acteurs régionaux (Turquie, pays du Golfe), les pays maghrébins en transition cherchent à tirer profit des opportunités qui leur sont offertes par la nouvelle donne géopolitique.

Le Maghreb : un espace historiquement convoité

Historiquement, le Maghreb était au cœur des intérêts stratégiques des grandes puissances. Au XIX^e siècle et durant la première moitié du XX^e siècle, Britanniques, Français, et Espagnols cherchaient à s'imposer en Afrique du Nord. Certes, les différents processus de décolonisation qui ont marqué le monde d'après guerre allaient accélérer le démantèlement des empires coloniaux. Néanmoins, ils ne remettront nullement en cause la lutte d'influence entre les grandes puissances. Tout au long de la guerre froide, la compétition pour le leadership dans la région allait prendre des allures de rivalité latente entre puissances traditionnelles (France, Espagne, Italie), ayant une meilleure connaissance du Maghreb, et puissances extrarégionales (États-Unis, Union soviétique). La fin de l'ère bipolaire sera marquée par une série d'initiatives américaines et européennes destinées à renforcer leur présence au Maghreb. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les relations entre le Maghreb et ses partenaires internationaux allaient se charger d'un contenu sécuritaire. La priorité accordée à la lutte anti-terroriste reléguait les projets de réforme politique au second plan. L'ajournement des questions politiques entretenait l'autoritarisme et préparait les conditions de l'implosion.

Lutte d'influence et rivalité latente au Maghreb

La position stratégique du Maghreb permet de comprendre certaines postures géopolitiques. Avec le débarquement du 24 novembre 1942, les Américains découvrent très vite l'intérêt stratégique du Maghreb. L'installation, en pleine guerre, de bases américaines sur les côtes marocaines permit d'accroître l'influence des États-Unis dans la région. La mise en place du pacte atlantique en 1949 a placé le Maghreb au cœur du dispositif stratégique américain en Méditerranée. Dans le contexte de la guerre froide, le Maghreb était considéré par les stratèges américains comme un sous-système du grand système régional méditerranéen dont la partie non européenne (asiatique et africaine) constituait une zone périphérique que se disputaient les deux grands. De ce point de vue, les États-Unis avaient quelques raisons de penser que leurs alliés européens partageaient leurs préoccupations de couvrir les zones vulnérables de la périphérie (Ravenel, 1990, p. 109)¹.

En dépit de son statut d'ancienne puissance coloniale, la France développait une politique maghrébine même si ses moyens étaient trop limités et qu'elle

1. Ravenel Bernard, 1990, *La Méditerranée, le Nord contre le Sud ?*, Paris, éditions L'Harmattan, p. 109

devait, à l'époque, ajuster ses ambitions à leur niveau, c'est-à-dire situer sa politique dans un cadre caractérisé par l'hégémonie américaine au sein du bloc occidental.

Dans ce contexte, les Soviétiques s'étaient distinguées par leur soutien à certains régimes maghrébins (Algérie, Libye). Face aux prétentions hégémoniques des puissances en compétition, certains pays de la région ont adopté un discours tiers-mondiste très à la mode à l'époque. Tout en instrumentalisant l'idéologie du non alignement, les pays maghrébins continuaient à solliciter l'aide militaire et financière européenne, américaine et soviétique, vitale pour des États qui devaient tout entreprendre. Ils ont fait preuve de pragmatisme sachant bien les limites et les contraintes d'une coopération Sud/Sud qui ne pourrait, en aucun cas, combler les besoins croissant des économies maghrébines en développement. Dans pareil contexte géopolitique, l'Europe communautaire naissante avait du mal à s'imposer comme acteur incontournable au Maghreb. La Communauté économique européenne menait une politique de coopération qui considérait que le développement, aidé certes financièrement, passe par le développement des échanges extérieurs et des opportunités de travail offertes aux populations maghrébines. Il s'agit d'un modèle standard de développement que la Communauté a cherché timidement à promouvoir dans la région du Maghreb. Analysant cette époque, Bertrand Gallet affirme l'inexistence d'une politique méditerranéenne de l'Europe. Lorsque la Communauté européenne se construit, elle le fait en ignorant le monde méditerranéen considéré comme trop instable, trop différent, trop retardataire et trop lié aux intérêts américains ou soviétiques... C'est ainsi qu'une zone naturelle d'influence, un « étranger proche » de l'Europe est laissé en déshérence ou abandonné en grande partie à la politique de la France à l'égard de ses anciennes colonies (Gallet, 1999, p. 36)².

Tout au long de la décennie 1980, le Maghreb vivait au rythme d'une crise socio-économique latente. Ce n'est qu'au tournant des années 1990 que les Européens allaient commencer à s'intéresser davantage à leur périphérie Sud. La première guerre du Golfe et l'évolution de la crise algérienne les amenaient à repenser leur politique dans la région. Désormais, les rapports entre l'Europe et le Maghreb vont brusquement se charger d'un contenu politique et sécuritaire. Désormais, deux craintes préoccupaient les Européens : d'une part, le risque d'une radicalisation politique. D'autre part, la prolifération des armes de haute technologie sur la rive Sud de la Méditerranée. La conjonction de ces deux éléments serait particulièrement menaçante (Zorgbibe, 1993, p. 25). Parallèlement à ce contexte très contraignant, les changements politiques intervenus dans les pays de l'Est ont amené l'Union Européenne à reconsidérer l'ensemble de ses relations de voisinage et la place que pourrait y occuper les pays du Maghreb. Des voix critiques, au Sud de la Méditerranée, s'élevaient pour réclamer une meilleure prise en compte des problèmes des pays du Maghreb risquant une certaine marginalisation du fait de l'attention particulière portée aux bouleversements à l'Est. Hormis ces mutations géopolitiques, la présence américaine au Maghreb a commencé à se faire réellement sentir vers les années 1990.

En effet, l'administration américaine allait entreprendre une série d'initiatives envers le Maghreb : conférence économique-diplomatique à Casablanca en

2. Gallet Bertrand, 1999, *La politique étrangère commune*, Paris, Ed .Economica, p. 36 .

1994 sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. En 1998, un autre grand projet est lancé par les Américains ; il s'agit de l'initiative Eizenstat qui propose aux pays maghrébins un partenariat qui vise le renforcement du dialogue entre les deux partenaires, l'accélération des réformes et l'encouragement des investisseurs américains à s'installer au Maghreb. Les régimes maghrébins voient dans cette intrusion américaine une manière d'équilibrer l'influence européenne qu'ils craignent de voir un jour se transformer en contrôle politique par le biais de la conditionnalité de l'aide (Leveau, 1999, p. 49). L'intérêt pour le marché maghrébin et la coopération avec ces États dans le cadre de la lutte anti-terroriste allaient renforcer la présence américaine dans cette zone vitale pour les États-Unis. Les Européens, en particulier les Français, n'apprécièrent pas de voir les États-Unis renforcer leur présence dans leurs marchés traditionnels³. Soucieux de faire face à ce forcing américain, les pays de l'Union Européenne chercheront à intensifier leurs relations avec les pays maghrébins sur la base d'un partenariat initié à Barcelone en 1995. Il s'agit de passer d'une logique de coopération au développement, héritée des décennies passées, à une logique de partenariat. Le schéma était simple : l'appui aux réformes des économies de la région et la modernisation des régimes politiques assureraient la prospérité et garantiraient la sécurité et la stabilité de la région. Le partenariat devrait réaliser ces objectifs. L'Europe et le Maghreb avaient-ils les moyens de leurs ambitions ? Les évolutions ultérieures ont montré la primauté que les Européens accordaient aux aspects sécuritaires et économiques au détriment des réformes politiques, un partenariat à deux vitesses qui remettait en cause l'approche globale initiée à la conférence de Barcelone de 1995. Six ans plus tard, des attentats perpétrés contre les États-Unis marquèrent le début d'une nouvelle ère au Maghreb.

Le Maghreb dans la période post 11 septembre 2001

Les événements du 11 septembre 2001 vont profondément marquer les rapports qu'entretenaient les pays du Maghreb avec leurs partenaires régionaux et extra régionaux. Dans ce contexte mouvementé et incertain, les Américains se montrèrent plus offensifs. Quant aux Européens, ils optaient pour un statu quo suicidaire et misaient sur l'alliance avec les régimes en place. Les pays de l'Union Européenne estimaient qu'une démocratisation rapide de ces pays risquait de nuire à l'objectif prioritaire, la stabilité. Désormais, la lutte anti-terroriste est le fond commun de l'alliance sécuritaire entre le Maghreb et l'Occident. A titre d'exemple, le renforcement des alliances régionales de Washington allait s'inscrire dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale (NSS) qui constitue le fondement de la doctrine sécuritaire américaine de l'après 11 septembre 2001⁴. En intégrant le dispositif politico-stratégique mis en place par les États-Unis et l'Alliance Atlantique (l'Alliance « Active Endeavour » lancée dans la Méditerranée et la participation aux programmes de coopération Pan Sahel Initiative (PSI) et Trans-Sahara Counter-Terrorism Initiative), les pays du Maghreb cherchaient à se positionner comme un rempart contre l'extrémisme et un acteur incontournable de la sécurité euro-atlantique.

3. José Garçon, « Les États-Unis forcent la porte du Maroc », *Libération*, 13 mars 2004.

4. Les grandes lignes de cette politique ont été publiées par la Maison blanche le 17 septembre 2002.

Ceci étant, la coopération entre Washington et les pays du Maghreb ne se limitait pas aux seuls aspects militaires. Pour s'attaquer aux racines économiques, sociales et politiques du terrorisme, les Américains estimèrent que la promotion de la démocratie était l'un des meilleurs moyens de renforcer la sécurité régionale. Le lancement, en 2004, du projet d'un « Grand Moyen-Orient » pour une vaste zone qui s'étend du Pakistan au Maghreb s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle politique visant un remodelage du monde arabo-musulman. Pour les Américains, il s'agit de supprimer la menace par l'extension de la démocratie. Concrètement, les Américains établissent le lien entre démocratisation des régimes, développement économique et réduction de la conflictualité dans la région. Les États-Unis ont leur propre vision du Maghreb, de ses problèmes et même des stratégies susceptibles d'y remédier. Pour les Maghrébins, les nouvelles réalités politiques de l'Union Européenne élargie renforceraient l'idée d'une Europe forte économiquement mais faible politiquement. Les États-Unis sont perçus comme l'unique puissance régionale. A maintes reprises, ils se sont montrés capables de gérer certaines crises (affaire du Sahara, îlot Persil 2006, lutte anti-terroriste ...).

Au Maghreb comme dans l'ensemble de la région arabe, l'équation s'avère plus complexe pour les Américains. Politiquement, le projet du « grand Moyen Orient » qui vise officiellement un remodelage démocratique des pays de la région est intervenu dans un contexte très agité. Les États-Unis étaient-ils prêts à changer radicalement de politique dans la région au risque de compromettre leurs intérêts ? Pouvaient-ils remettre en question le statu quo qui règne « quels que soient les risques à courir », comme le prétendait, à l'époque, Condoleezza Rice ? La stratégie dite « d'instabilité constructive » avancée par certains milieux néoconservateurs était-elle réaliste ? Entre un immobilisme suicidaire et des réformes audacieuses aux lendemains incertains, les Américains tout comme les Européens, semblent hésiter.

Contrairement à certains scénarios optimistes, les événements du 11 septembre 2001 donnaient un nouveau souffle à l'autoritarisme dans le monde arabe. Certains régimes vont chercher à renforcer leur alliance avec les Américains tandis que d'autres, traditionnellement opposés aux politiques américaines dans la région, saisissent cette opportunité pour tenter un rapprochement avec l'Occident. En affichant leur solidarité avec les États-Unis et en se présentant comme les remparts contre l'extrémisme, certains régimes maghrébins devinrent des alliés. Ainsi, Kadhafi passa d'une posture de contestation à celle d'alliance. Le régime algérien réussit à sortir de son isolement. La rente sécuritaire permettait à ces régimes de se maintenir et d'avoir des appuis à l'extérieur. La hausse des prix de pétrole favorisa la relance de l'État-providence et une certaine paix sociale à l'intérieure de ces États.

En tous cas, les régimes autoritaires de la région ont su tirer profit de cette conjoncture géopolitique (lutte antiterroriste) et géoéconomique (hausse des prix des hydrocarbures) pour se soustraire aux pressions et consolider leur pouvoir. Hormis ce contexte propice à l'enracinement de l'autoritarisme, les grandes puissances, qu'elles soient régionales ou extra-régionales, étaient en panne de projet pour la région. Les visions réformatrices s'essoufflaient. Les Américains se montraient peu enthousiastes dans la mise en œuvre du projet de Grand Moyen Orient. Les victoires électorales des islamistes algériens (1991), du Hezbollah au Liban (2005), celle du Hamas en Palestine (2007) tout comme la percée des islamistes égyptiens aux législatives de 2005, poussèrent l'administration

américaine à plus de prudence. Au Maghreb comme au Machrek, les Américains ne semblaient pas trop disposés à accélérer le rythme des réformes. Les enjeux sécuritaires et les intérêts mercantiles passent avant toute autre chose. Désormais, c'était la fidélité stratégique et non la nature démocratique des régimes qui déterminait les alliances de Washington. Après la parenthèse néoconservatrice de l'ère Bush, l'actuelle administration américaine mise sur la réconciliation avec le monde arabo-musulman. Dans son discours au Caire, le Président Obama est explicite : « Je suis venu chercher un nouveau commencement entre les États-Unis et les Musulmans du monde entier, qui se fonde sur un intérêt et un respect mutuels »⁵. Désormais, les réformes politiques sont reléguées au second plan : « Je sais qu'il y a eu des controverses sur la promotion de la démocratie, pour une grande part en relation avec la guerre en Irak. Mais je serai très clair : aucune nation ne peut imposer à une autre un système de gouvernement. Mais cela ne minore pas mon engagement envers les gouvernements qui reflètent la volonté de leur peuple. Chaque nation fait vivre ce principe à sa manière, enracinée dans ses traditions. L'Amérique ne prétend pas savoir ce qui est bon pour tout le monde⁶. » S'agit-il d'une concession de taille, d'une surdose de réalisme ou d'un nouvel ordre de priorité pour les Américains ?

Concernant l'Union Européenne, les clauses insérées dans les accords d'association qui érigent le respect des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'État de droit en éléments essentiels des relations contractuelles entre l'Union Européenne et les pays du Maghreb n'ont jamais été mise en œuvre. L'impasse de l'ingénierie démocratique conçue à Barcelone en 1995 n'est plus à démontrer. La volonté du Président Sarkozy de réactiver le débat sur les enjeux méditerranéens s'est finalement soldée par le lancement de l'Union pour la Méditerranée. L'ajournement des questions politiques et l'adoption d'une démarche plus pragmatique décrédibilisèrent tout le projet. La participation à Paris, le 13 juillet 2008 de Bachar El Asad, Moubarak et Ben Ali au sommet de l'UPM, en dit long sur la nature de ce projet d'intégration régionale ! Otages de la *realpolitik*, Européens et Américains vont surinvestir dans la conservation d'un ordre régional conforme à leurs intérêts stratégiques et économiques. En misant sur la proximité politique avec les régimes autoritaires, les héritiers des Lumières ne se rendaient pas compte qu'ils s'étaient engagés sur une fausse piste. La disparition tragique du jeune Bouazizi et la fuite du Président Ben Ali amorça une nouvelle ère au Maghreb et dans l'ensemble du Monde Arabe. Au-delà des mutations internes induites par les soulèvements tunisien et libyen, le printemps arabe est-il annonciateur d'un nouvel ordre géopolitique au Maghreb ?

Printemps arabe : quel impact sur l'ordre géopolitique régional ?

Au Maghreb, la réflexion sur les moyens de gérer les nouveaux défis géopolitiques a considérablement évolué au cours des deux dernières années. Les développements intervenus ces derniers temps (crise sahélienne) ont contribué à modifier la perception qu'ont les puissances de la région maghrébine. En

5. Extrait du discours du Président Obama au Caire le 4 juin 2009.

6. *Idem*.

quête d'un rôle régional, les pays maghrébins en transition tout comme les puissances émergentes pourront rivaliser avec les puissances traditionnelles. Quelles implications auront ces mutations sur les relations du Maghreb avec ses partenaires régionaux et internationaux ? Se dirige-t-on vers de nouveaux équilibres de puissance ? Face à un environnement complexe, les grandes puissances seront devant des choix cruciaux.

Maghreb : enjeu de puissance et jeu d'influences

À la veille de la révolution tunisienne, les grandes puissances partageaient les mêmes convictions. A leurs yeux, les régimes politiques en place étaient inébranlables et les sociétés réfractaires à la démocratie. Évidemment, on se souciait de l'Islam radical et l'on ignorait les dynamiques sociales latentes. L'accélération des événements dans le monde arabe allait soumettre à rude épreuve les diplomaties des grandes capitales. Entre soutien aux régimes alliés, garants de la stabilité régionale et des intérêts économiques, et accompagnement des révoltes, ces puissances semblèrent hésitantes. Faute d'avoir réussi à amorcer le changement ou le freiner, les grandes capitales cherchèrent à l'accompagner. Face à une situation à laquelle ils ne s'attendaient pas, Américains et Européens optèrent pour une attitude plus prudente. Tout le monde se souvient des propos de Michèle Alliot-Marie devant l'Assemblée Nationale. Face à une situation à laquelle Paris n'était pas préparé, la réaction de la diplomatie française oscillait entre manque de réactivité (Tunisie, Égypte) et initiative audacieuse (reconnaissance des révolutionnaires libyens). Surpris par les vagues de soulèvement, les Américains temporisèrent lors des premiers jours de la révolution tunisienne. Le Président Obama attendit la fuite de Ben Ali pour « saluer le courage du peuple tunisien ». Partout, c'est le réveil des vieux démons. Au lieu d'accompagner la nouvelle dynamique révolutionnaire, une partie de la classe politique occidentale continua comme par le passé, à centrer les débats sur les flux migratoires et les risques d'une éventuelle prise du pouvoir par les islamistes. Ultérieurement, les Américains se montrent plus offensifs. Le Président Obama recommande plus de réformes aux régimes arabes. Le discours du 19 mai 2011 est explicite : « Si l'Amérique veut être crédible, nous devons reconnaître que nos amis de la région n'ont pas tous réagi aux demandes de changement de manière compatible avec nos valeurs ». Au-delà de cette rhétorique démocratique, les Américains affichent un certain réalisme. La prudence fut de mise. Craignant une reproduction du scénario afghan ou irakien, les décideurs Américains se montrèrent plus réservés. Une implication directe de Washington ne fut pas à l'ordre du jour. Ce sont les alliés Français et Britanniques qui prirent l'initiative militaire en Libye. Les Américains se contentèrent d'un rôle secondaire pendant la guerre contre le régime de Kadhafi. Sur le plan diplomatique, l'activisme américain permit l'adoption de la résolution 1973 au Conseil de sécurité et l'adoption du partenariat de Deauville lors du sommet du G8 où les Américains, soutenus par leurs partenaires, s'engagèrent dans un partenariat durable avec les pays du printemps arabe.

Ceci étant, l'accompagnement politique et financier des révolutions tunisienne et libyenne ne peut masquer une certaine attitude attentiste de l'administration américaine. Dans la région, il n'y a pas eu de revirement spectaculaire de la politique américaine. Désormais, le soutien aux nouvelles élites et l'incitation à plus de réformes dans les pays stables s'inscrivent dans

le cadre d'une politique d'accompagnement prudente et ne constituent guère une rupture avec le passé.

À l'instar des grandes puissances, l'État russe fut pris de cours par l'accélération des événements dans la région arabe. Au début des soulèvements, les Russes restèrent fidèles à une certaine doctrine en matière de politique étrangère. En effet, le respect de la souveraineté des États et la non ingérence imprégnèrent les positions de Moscou. Par la suite, on assista à un retournement de situation. Les Russes - qui s'étaient abstenus lors du vote de la résolution 1973 - se rallient aux positions des Occidentaux lors du sommet du G 20 à Deauville pour demander le départ de Kadhafi. Après les premières frappes, les Russes condamnèrent l'intervention militaire occidentale.

Pourquoi les Russes ont-ils tendance à opter pour le statu quo au Maghreb et ailleurs ? La crainte d'une « contagion démocratique » offre une première réponse. Aussi, la prise du pouvoir par des islamistes suscite des inquiétudes à Moscou. Le Président russe exprima ces préoccupations en ces termes : « Dans l'ensemble, les événements dans le monde arabe sont instructifs. Ils démontrent que la volonté d'instaurer la démocratie en utilisant la force peut conduire et conduit souvent au résultat inverse. On assiste à l'émergence de forces, y compris d'extrémisme religieux, qui cherchent à changer la direction même du développement des pays et la nature laïque de leur gestion⁷. » Ceci étant, les craintes ne sont pas que d'ordre politique. Les intérêts économiques de Moscou dans la région maghrébine sont considérables. La coopération énergétique de Gazprom avec les pays de la région et les juteux contrats d'armement signés avec l'Algérie et la Libye le prouvent. Concernant la Chine, il est difficile de parler d'une réelle influence de Pékin dans une région très convoitée par les Américains et les Européens. Pourtant, la Chine ne cesse de développer des stratégies visant à intensifier ses relations économiques et énergétiques avec l'ensemble maghrébin. A l'instar des autres régions du monde, la Chine mise sur le commerce et les investissements directs comme moyens de conquête de la scène maghrébine. Cette nouvelle donne géoéconomique n'est pas politiquement neutre. A l'instar des Russes, les Chinois disposent d'atouts considérables pour mener une diplomatie active et crédibiliser une stratégie de puissance au Maghreb. Néanmoins, les dirigeants Chinois faisaient preuve d'un activisme politique très modéré dans la région. Face aux dynamiques révolutionnaires, les réactions chinoises oscillaient entre prudence et opportunisme. Tout en s'efforçant de rester fidèle au principe de non ingérence, hérité du passé, la Chine chercha à marquer une certaine présence dans la région (Kandil, 2012, p. 2). La prudence de la Chine est justifiée en grande partie par l'impératif de ne pas porter préjudice aux intérêts énergétiques de Pékin dans la région et de conserver les acquis obtenus au cours de la décennie écoulée. Mais dans le même temps la Chine cherche à profiter du changement politique pour étendre encore plus son partenariat avec les pays exportateurs de pétrole et de gaz (Courmont, 2011, p. 124).

Au-delà la gestion du moment révolutionnaire/électoral et quels que soient les calculs des acteurs en compétition, le printemps arabe relance toutes les interrogations sur l'ordre géopolitique régional en gestation. Quel sera le nouveau meneur de jeu au Maghreb ? Le moment d'incertitude ne permet pas

7. Article publié par Vladimir Poutine disponible sur fr.rian.ru

d'accéder à la complexité du jeu qui a cours aujourd'hui. Tout le monde est en train de revoir ses calculs. Contrairement à certaines prophéties alarmantes, le printemps arabe n'est pas annonciateur d'un retournement géopolitique majeur dans la région. Pourtant, le reflux des puissances traditionnelles, l'émergence d'acteurs régionaux et les stratégies d'affirmation régionale des pays maghrébins détermineront largement la nouvelle carte géopolitique régionale.

Les mutations induites par le printemps arabe bousculent les équilibres antérieurs. Les erreurs d'appréciation au début du printemps arabe et l'actuelle phase d'ambiguïté réduisent considérablement la marge de manœuvre des acteurs en compétition. Les grandes puissances se trouvent face à un environnement très complexe. Par ailleurs, elles ne possèdent que des informations fragmentées et incomplètes sur les intentions réelles de leurs nouveaux interlocuteurs. Hormis les inquiétudes exprimées par certains milieux politiques et académiques, les décideurs occidentaux se trouvent dans l'impossibilité de percevoir avec exactitude les conséquences des divers choix possibles. A l'heure où le monde occidental vit au rythme d'une crise sans précédente, Américains et Européens auront du mal à s'imposer dans la région. Aujourd'hui, les États-Unis traversent un moment de faiblesse et ne semblent pas en mesure de faire cavalier seul ou d'imposer leur volonté aux pays de la région. Après deux guerres et les erreurs stratégiques de l'ère Bush, l'administration américaine affiche un certain repli et se montre moins engagée dans la région (Libye, Sahel). Hormis les Américains, les pays de la rive Nord de la Méditerranée s'intéressent de près aux dynamiques en cours au Maghreb. Au-delà des intérêts et des préoccupations des pays de l'arc latin, l'Union Européenne reste aujourd'hui le pôle qui suscite le plus d'espoir au Maghreb. Malheureusement, l'absence d'un ambitieux projet politique pour la rive Sud jette le doute sur les capacités de l'Europe à accompagner les transitions en cours. Sur le plan économique et financier, les sommes consacrées aux pays de la région dans le cadre du programme de soutien au partenariat, à la réforme et à la croissance inclusive (SPRING), doté d'une enveloppe budgétaire de 350 millions d'euros, restent très insuffisantes. Certes, le contexte de la crise économique n'arrange rien. Dans les années à venir, l'Europe ne sera pas une zone de croissance majeure. Le flux des investissements tout comme le volume d'aide à destination de la région maghrébine pourraient souffrir de la nouvelle donne géoéconomique. La fragilisation des économies de la zone euro pourra altérer le poids politique et stratégique de l'Union Européenne. L'incapacité chronique de l'Europe à promouvoir ses valeurs et l'impasse de ses modèles de coopération annoncent l'avènement d'une nouvelle ère. Hubert Védrine parle d'une certaine redistribution de la puissance. La montée des pays émergents, marque la fin du monopole que l'Occident, sous son visage européen ou son visage américain, a exercé depuis cinq siècles au nom de son universalisme, et donc la relativisation de son leadership (Védrine, 2010, p.2). Plus que jamais, l'hégémonie occidentale se trouve affaiblie par son manque d'influence (Wilkinson, 1999). Quel que soit le scénario futur, les puissances émergentes chercheront à tirer profit des rééquilibres géopolitiques en cours. Le printemps arabe a rebattu les cartes du Moyen Orient. Ni les États-Unis, ni l'Union Européenne n'auront le même rôle qu'avant. La situation politique est en mutation et il est temps pour les puissances occidentales d'en prendre conscience (Al Shater, 2012).

Hormis les puissances établies au Maghreb, les années qui viennent de s'écouler ont été marquées par la montée en force de puissances régionales. La

compréhension des futurs enjeux géopolitiques ne peut se passer d'une analyse approfondie des ambitions régionales de pays comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar ou l'Iran. La Turquie s'est progressivement transformée en une puissance incontournable dans la région. Dans la période post-révolutionnaire, l'omniprésence de la Turquie dans la région se fait de plus en plus sentir. L'activisme diplomatique turc reflète bien l'intérêt qu'Ankara accorde à ses relations avec le Maghreb. Reçu en héros à Tripoli et à Tunis, Erdogan a cherché à promouvoir le modèle turc. Séduit par l'expérience turque, le président du Conseil national de transition libyen déclara que la Turquie était un bon modèle pour la nouvelle Libye, en tant qu'État démocratique et musulman. Aujourd'hui, la Turquie exerce un véritable *soft power* dans l'ensemble de la région arabe. Le modèle turc, aujourd'hui en vogue dans le monde arabo-musulman, est un peu une revanche sur le modèle turc « civilisationniste » et « développementiste » qui a longtemps constitué une référence, à destination du monde musulman, dans les pays occidentaux (Marcou, 2011, p. 22). Une question surgit : l'expérience turque est-elle reproductible dans les pays en transition ? Difficile de répondre par l'affirmative. Le passé ottoman de la Turquie, la longue période de laïcité imposée au pays, la domination politique de l'« État profond », la composition ethnique de la population et la prééminence sunnite, font que le « modèle » turc n'est pas directement applicable ailleurs (Leigh, 2012, p. 62). Le débat sur la transposabilité de cette expérience de modernisation ne peut masquer les intentions réelles d'une puissance régionale émergente. Disposant d'atouts considérables pour mener une diplomatie active au Maghreb, Ankara cherche surtout à sauvegarder ses intérêts économiques. En Libye, le maintien des contrats conclus sous l'ère Kadhafi (15 à 17 milliards de dollars) demeure le souci majeur des Turcs. Ceci étant, les Turcs ne sont pas les seuls à s'intéresser au Maghreb. Pour diverses raisons, les pays du Golfe, à l'instar de la Turquie, surveillent de près l'évolution de la situation dans les pays en transition. Les raisons d'un tel intérêt sont multiples. En effet, ces États cherchent à accompagner les transitions en cours. Ils estiment que tout retrait diplomatique vis-à-vis des évolutions régionales pourrait se traduire par une extension plus avant des logiques populaires de contestation (Barah, 2011). Soucieux de faire barrage à l'islam radical, ces pays ne cessent de défendre une certaine idée du changement dans le monde arabe. Le soutien aux réformes initiées au Maroc et en Jordanie et l'appui apporté aux islamistes modérés s'inscrivent dans cette stratégie.

En effet, la solidarité affichée avec les régimes monarchistes et les nouvelles élites islamistes vise également le renforcement du bloc sunnite dans la région (Ennasri, 2012). Au début des soulèvements, la crainte d'un rapprochement entre les islamistes au pouvoir et l'Iran hanta les pays du Golfe. Bien que le Maghreb ne soit pas une zone de fracture (chiisme/sunnisme), la mise en place et l'entretien d'un arc sunnite fort (Ankara-Ryad-Doha) ne pourront se passer des islamistes maghrébins. Depuis les premières révoltes, les pays du Golfe mettent leurs ressources et leurs capacités au service d'une diplomatie offensive au Maghreb. A titre d'exemple, leur implication fut déterminante dans la chute du régime de Kadhafi. Aujourd'hui, ils disposent d'atouts considérables pour s'imposer au Maghreb. En effet, les affinités de ces pays avec les islamistes maghrébins ne datent pas d'hier et ne surprennent personne. Tout au long de l'ère autoritaire, la plupart des leaders islamistes trouvaient refuge dans la région du Golfe. Contrairement aux occidentaux, les monarchies du Machrek développent des

relations plus ou moins décomplexées avec les islamistes maghrébins. Outre ce facteur, le déploiement d'une véritable machine diplomatique, financière et médiatique les rapproche davantage du Maghreb. Ainsi, les convergences sur le dossier syrien, les promesses d'aides qui se chiffrent en milliards de dollars et le soutien médiatique aux nouveaux régimes consolident davantage les rapports Machrek-Maghreb. Au-delà des intentions réelles des pays du Golfe, leur soutien aux révolutionnaires jette le doute sur le coût politique de cette solidarité. À l'avenir, la question du rapprochement avec la Turquie et les pays arabes du Golfe s'insèrera dans le contexte de la redéfinition des équilibres géopolitiques dans la région.

Le Maghreb à l'épreuve des nouvelles reconfigurations géopolitiques

Dans les pays maghrébins en transition, les nouvelles élites disposent d'une certaine marge de manœuvre pour opérer une réorientation de leurs relations extérieures. En première analyse, elles bénéficient d'un capital considérable de sympathie et de légitimité (démocratique, révolutionnaire). En s'engageant sur la voie démocratique, ces gouvernements ne seraient plus soumis aux pressions et aux conditionnalités des grandes puissances. Les opportunités offertes par la nouvelle donne géopolitique (reflux des puissances traditionnelles et émergence des puissances régionales) les protègent des risques de dépendre, totalement ou partiellement, des acteurs historiquement influents dans la région. Les nouveaux maîtres du Maghreb seraient, en effet, en position de force pour rompre avec la vassalité des régimes déchus et renégocier les alliances antérieures sur de nouvelles bases. Décomplexés et enthousiastes, les pays en transition chercheront-ils à se débarrasser des pesanteurs d'une histoire marquée par l'omniprésence des grandes puissances ?

En dépit d'une conjoncture favorable à l'émergence géopolitique, les nouvelles équipes au pouvoir se montrent plus pragmatiques. Les capacités d'influence des pays maghrébins en transition restent limitées. Leur poids stratégique réel ne leur permet pas de soutenir une action régionale ou internationale. En matière de politique étrangère, le réalisme semble imprégner les choix. Les nouvelles élites ont vite compris leur intérêt à s'écarter de tout radicalisme qui remettrait en cause l'ordre établi dans la région. Le style diplomatique iranien ou vénézuélien ne semble pas séduire les nouveaux gouvernants maghrébins. Le scénario national-populiste que les Occidentaux craignirent, au début du printemps arabe, s'avéra illusoire.

L'heure n'est plus aux utopies panarabistes ou même panislamistes qui conditionnaient historiquement les attitudes internationales des États arabes, la carte identitaire ne pourra, à elle seule, justifier des postures internationales. Tout au long des événements ayant secoué la région, la rue arabe a fait preuve d'une grande maturité. Les questions traditionnellement mobilisatrices de politique étrangère étaient absentes lors des contestations. Les masses qui réclamaient plus de liberté et de justice s'écartèrent de tout anti-occidentalisme primaire. Contrairement à la guerre d'Irak, l'intervention occidentale en Libye fut bien accueillie par l'opinion publique arabe. Sarkozy et Cameron furent reçus en héros à Benghazi.

Aujourd'hui, le regain d'intérêt pour la coopération interarabe n'est pas guidé par une référence idéologique déterminée. Le panarabisme a disparu

comme concept politique actif. L'ouverture sur le voisinage régional peut être interprétée comme une volonté de recherche de nouvelles opportunités. A titre d'exemple, l'activisme tunisien au Maghreb vise à relancer une Union Maghrébine en panne. Les décideurs libyens se tournent vers les voisins arabes et visent la révision de la politique africaine, héritée de l'ère Kadhafi. Le Maroc regarde vers les pays du Golfe pour chercher des opportunités économiques. Dans le cadre du partenariat stratégique conclu en 2011, entre le Maroc et quatre pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis et le Koweït), un fonds de soutien de 5 milliards de dollars, a été créé pour octroyer au Maroc des financements sous forme de dons étalés sur la période 2012-2016. Outre ces flux financiers nécessaires au décollage économique, les pays du Maghreb cherchent des opportunités pour forger de nouvelles alliances stratégiques avec les pays du Machrek.

Ceci étant, le sentiment d'identification avec le monde arabo-musulman et la préférence psychologique pour le sous-système arabe n'est pas synonyme d'une rupture avec l'Occident. Les nouvelles élites ne cessent de rassurer leurs partenaires. Au forum de Davos, les deux premiers ministres tunisiens et marocains (islamistes) se montrèrent plus réalistes et plus ouverts. Ainsi, M. Jbali déclara : « J'en appelle ici à Davos à ceux qui nous écoutent. Nous demandons un soutien car nos propres moyens ne sont pas suffisants », et d'ajouter « Nous avons compté sur nos propres forces. Nous comptons sur l'appui de nos amis en Europe et aux États-Unis. La Tunisie est un pays ouvert à tous ses voisins, notamment européens »⁸. Dans un élan de réalisme, le ministre tunisien des affaires étrangères souligna que « les islamistes ne sont pas créatures métaphysiques. Ce sont des acteurs politiques comme n'importe quels autres, qui cherchent d'abord à veiller à l'intérêt national »⁹. Quant à M. Benkirane, il s'est voulu tout aussi rassurant : « Nous sommes très ouverts. Nous pouvons mieux garantir vos intérêts et investissements que par le passé. Que voulez-vous de plus ? »¹⁰

En tous cas, les nouveaux gouvernements s'activent diplomatiquement pour drainer le maximum de soutien politique et économique. Les islamistes maghrébins aux commandes jouent leur crédibilité sur l'enjeu économique. En matière de politique étrangère, les choix stratégiques seront menés selon un calcul des coûts et des risques. En effet, l'instabilité structurelle engendrée par l'anarchie post-révolutionnaire et la crise du Sahel nécessite une nouvelle gestion de l'équation sécuritaire. Aujourd'hui, les défis sont multiples. La stabilisation du Sahel, la gestion des flux migratoires et la sécurisation des approvisionnements en hydrocarbures renforcent davantage le poids géopolitique du Maghreb. Dans une conjoncture aussi exceptionnelle que délicate et critique, les diplomaties maghrébines misent sur l'apaisement coopératif et une stratégie de pacification pour s'affirmer dans la région. Le printemps arabe offre une certaine marge de manœuvre aux maghrébins pour faire entendre leur voix et forger de nouvelles alliances stratégiques. La réaction des islamistes

8. Discours du chef du gouvernement tunisien Jbali au Forum de Davos 27/28 janvier 2012.

9. *Idem*.

10. Discours du chef de gouvernement marocain au Forum de Davos 27/28 janvier 2012.

tunisiens aux propos d'Emmanuel Vals¹¹ ou encore l'opposition de la diplomatie marocaine à la proposition américaine sur le Sahara annoncent-elles la fin de la vassalité ? La *realpolitik* invite à la prudence. Au-delà de la gestion des crispations passagères, les Maghrébins cherchent à définir les contours d'un partenariat plus équilibré avec les Occidentaux.

Quel que soit le scénario futur, on ne serait pas dans un schéma manichéen. Il ne sera pas question de choisir entre vassalité et rivalité, mais plutôt de gérer au mieux le rééquilibrage des relations entre le nouveau Maghreb et les grandes puissances. Sans trop spéculer sur les intentions des acteurs régionaux et internationaux, on pourrait affirmer, sans grand risque de se tromper, qu'on n'est pas à l'aube d'un séisme géopolitique majeur au Maghreb.

La complexité du nouveau jeu régional qui s'annonce avec le printemps arabe devrait inciter l'Occident à regarder la complexité du Maghreb. Les soubresauts récents de la scène arabe et sahélienne ne permettent plus de fonder une politique étrangère sur une doctrine héritée du passé. Aujourd'hui, l'heure est au réalisme. Chaque acteur cherchera à reformuler ses intérêts et à adapter son mode d'action à la nouvelle donne géopolitique. Progressivement, le besoin de coopération l'emportera certainement sur celui de concurrence ou de confrontation. Les défis à relever exigent une gestion globale. L'idée d'un leadership bienveillant paraît, plus que jamais, séduisante.

Bibliographie

- AL SHATER Khairat, 2012, « Égypte, il faut honorer les demandes révolutionnaires », *Le Figaro*, 27 janvier 2012.
- BARAH Mikail, 2012, « Introduction », *Confluences Méditerranée*, 41 2012 (n° 79), p. 9-12.
- COURMONT Barthélémy, 2011, « La Chine et le Moyen-Orient après le printemps arabe », *Maghreb-Machrek*, n° 208-été 2011.
- ENNASRI Nabil, 2012, « Quelles sont les ambitions stratégiques du Qatar ? », disponible sur [www.affaires-strategiques.info/spip.php? Article 7345](http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?Article7345).
- GALLET Bertrand, 1999, *La politique étrangère commune*, Paris, Ed. Economica.
- KANDIL Ahmed, 2012, « China and the "Arab Spring" : A New Player in the Middle East ? » http://www.iemed.org/observatori-fr/arees-danalisi/arxiu-adjunts/copy_of_focus/95-Kandil.pdf.
- LEIGH Michael, 2012, « Le rôle de la Turquie en Méditerranée suite aux soulèvements arabe », *Annuaire Imed de la Méditerranée*, p. 62.
- LEVEAU Rémy, 1998, « Vers une coopération euro-américaine à la stabilisation du Maghreb ? », *Conflict prevention policy of the European Union*, Yearbook 1998/99, p. 49.
- MARCOU Jean, 2011, « Les multiples visages du modèle turc », *Futuribles*, n° 379-novembre 2011.

11. Mandraud Isabelle, « La France accusée d'ingérence en Tunisie », *Le Monde*, 9 février 2013.

- VÉDRINE Hubert, 2010, « La redistribution de la puissance », *Le Débat*, n°160 mai-août 2010, Paris, Gallimard.
- WILKINSON David, 1999, « Unipolarity without Hegemony », *International Studies Review*, volume 1, issue 2, p. 141-172.
- ZORGBIBE Charles, 1993, *L'après guerre froide dans le monde*, Paris, PUF.